

# 1<sup>ER</sup> COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CGT IBM LA GAUDE

## Le médecin d'IBM La Gaude refuse de fournir des informations médicales confidentielles à la direction : Le DRH du site, Francis Jacquet, demande curieusement son remplacement

Nous avons tous pris connaissance des suicides successifs de cadres dans le centre d'étude de Renault, puis telle une épidémie, s'en sont suivis des suicides professionnels à EDF, Peugeot, AREVA et l'an dernier à IBM. Le mal contamine les grandes entreprises éprises de productivité à outrance pour satisfaire les objectifs de rentabilité au mépris de l'individu. Suite aux rapports sur le stress présenté par les médecins du travail aux instances représentatives de l'entreprise, la presse (libération, Le Monde, 01 net) s'est faite l'écho de cette situation à IBM qui n'échappe pas à cette contagion du mal être latent. Pour Renault, la justice a décidé de diligenter une enquête tant il n'est PAS admissible de mourir au travail. Pour IBM, la direction, toujours prompte à lustrer son image plutôt que de s'attaquer aux racines du mal, a aussitôt diffusé aux « collaborateurs IBM » un communiqué dans lequel Tim Stevens (DRH IBM France) précise que « *Nous avons **un dialogue** avec les médecins du travail sur les situations qu'ils observent lors des visites médicales ou en urgence et sur les actions qu'il convient de conduire ; et nous travaillons étroitement avec eux pour mettre en place **des actions de prévention*** ».

Or nous avons appris que le médecin du site d'IBM La Gaude, le docteur Georges GAROYAN, a fait l'objet par la direction locale, Francis Jacquet, d'une demande de remplacement auprès de son employeur. Officiellement pour une raison de manque de « *communication* ». On pourrait y voir là un jeu de mot cocasse, voire cynique, si la situation ne se déroulait pas dans un contexte si dramatique. D'une part, le manque chronique de personnel médical prêche à suspicion quant à cette demande de Francis Jacquet, d'autre part le job d'un médecin du travail est de faire passer des visites médicales **dans le secret de la confidentialité** pour délivrer une aptitude ou une inaptitude à travailler aux salariés. Alors qu'entend la direction par « *manque de communication* » ??

Intriguée et offusquée (donc **énervée** !), La CGT a mené son investigation et découvert les véritables raisons : en fait d'une part le Dt Garoyan s'inquiète de la santé très dégradée du personnel au point de craindre des suicides et d'autre part il a déplu à la direction qu'il refuse de lui transmettre des données confidentielles sur certains salariés. En clair le DRH Francis Jacquet se vengerait en limogeant le médecin aux motifs que ce dernier serait "trop" curieux et ne "collaborerait" pas. Nous rappelons que les médecins sont tenus par le secret médical et le serment d'Hippocrate, ils ne rendent des comptes sur des éventuels *manquements* (qui restent à prouver) qu'à l'ordre des médecins. Donc le docteur GAROYAN a parfaitement respecté son serment et ses obligations de **confidentialité**. La CGT lui transmet toute sa sympathie et tout le personnel d'IBM s'élève contre cet abus de pouvoir et cette pression exercée sur la médecine du travail. Alors c'est ça que le DRH France Tim Stevens et le PDG Daniel Chaffraix appellent « **DIALOGUER** » et « *mettre en place des actions de prévention* » !!... qui se révèlent être plutôt des actions d'intolérable répression et de scandaleuse tentative d'intimidation et d'accès à nos dossiers médicaux confidentiels. La CGT ne laissera pas cette inacceptable situation sans suites sachant surtout le précédent à AMADEUS où les dossiers médicaux informatisés ont été connectés au réseau local (bizarre non ?!), et sachant aussi que l'enquête du CHSCT La Gaude en « suspicion de harcèlement moral » (que nous rendrons publique) fait remonter la source du harcèlement ... à l'organisation du travail.

Mardi 21 Aout 2007, La CGT a transmis toutes ces informations à l'inspecteur du travail qui a aussitôt débarqué mercredi 22 août sur le site d'IBM La Gaude pour auditionner les intéressés et qui plus est rappeler à la direction que la procédure juridique de demande remplacement du médecin du travail n'ayant pas été respectée, la demande de remplacement du médecin est caduque.

Le mercredi 29 Aout, le médecin du travail G. Garoyan a reçu une convocation de sa hiérarchie à la METRA et se fera assister d'un conseiller juridique du salarié de la CGT mandaté par le préfet. Simple mise au point ou poursuite des pressions ? L'intéressé a demandé le sujet de cette convocation. Alertée par cette affaire, la section syndicale CFDT de Thales Sophia Antipolis a demandé conseil à la CGT d'IBM pour protéger le médecin du travail de Thales qui subit les mêmes pressions. IBM, Amadeus, Thales .... La CGT suspecte un mouvement de fond organisé dans toute les multinationales pour mettre au pas la médecine du travail afin d'augmenter encore la productivité et par conséquent la rente de l'actionnaire.

*PS : les dossiers médicaux du personnel IBM La Gaude ne sont pas (encore ?) informatisés.*

(2ieme communique de presse)

## **Le Plan Social annulé par le nouveau PDG d'IBM Daniel Chaffraix : une décision en trompe l'œil**

La fonction de base d'un Plan de sauvegarde des emplois (PSE) digne de ce nom est de définir l'ensemble des moyens et dispositions permettant, hors départs en retraite ou préretraités, de maintenir l'emploi et d'éviter à tout prix les licenciements. Or, le Nouveaux PDG vient d'annuler le PSE en cours.... pour « *mettre l'argent dans la formation plutôt que de financer des départs* ». Bien que des salariés voient ainsi leur "préretraite" s'envoler, on pourrait néanmoins se réjouir de cette annulation en terme d'emplois sauvegardés. Certes, mathématiquement, pour préserver des emplois, mieux vaut pas de PSE du tout qu'un PSE qui débouche sur des licenciements économiques ... alors que les résultats d'IBM ne se sont jamais aussi bien portés : 13 Milliards de dividende versées aux actionnaires en 2007 pour seulement 0,2% d'augmentation au personnel. Un mépris scandaleux du personnel qui a produit cette richesse.

Or en pratique attention au retour de bâton car la réalité de cette décision d'annuler le PSE, loin d'être altruiste, risque d'être à l'opposée des espoirs attendus. Comprenez : espoirs attendus pour les salariés et non pas les actionnaires. En effet, nous avons tous constaté depuis 2 ans une baisse drastique des plans des formations techniques. La réponse du management à nos demande de formation, l'oeil rivé sur les objectifs de réduction des dépenses, est invariablement la même : ça coûte ! En parallèle il est utile de rappeler que le CHSCT d'IBM La Gaude a enquêté officiellement sur une « *suspicion de harcèlement moral* ».

Il est donc malheureusement plus que prévisible que l'annulation du PSE réponde à un objectif d'augmentation de la marge de l'actionnaire. Augmentation qui se fera sur l'économie faite par l'annulation du PSE. Les "départs" se faisant sur d'autres formes moins coûteuses pour la direction ... mais bien plus coûteuse humainement car n'oublions pas que le dangereux « accord GPEC », lui, existe toujours. Concrètement, toute une batterie de méthodes peut être utilisée pour réduire à moindre frais la masse salariale : fournir au salarié des objectifs inatteignable, le confiner dans un placard pour l'écoeurer, le muter sauvagement sur Paris dans la semaine (situation vécue à La Gaude par un de nos collègue !!). La "mobilité" est un terme fourre tout bien pratique pour virer le salarié pour faute grave si celui ci refuse la "proposition" qui lui est faite..... et surtout pour faire l'économie des indemnités de licenciement ... économie qui ira aussitôt, n'en doutant pas un instant, dans les poches de l'actionnaires (13 milliards de dividendes au 2ieme trimestre 2007 !!!!) et non pas dans les poches des salariés survivants condamnés à ramer comme des damnés pour compenser les manques d'effectifs et satisfaire à l'insatiable soif de l'actionnaire.

Il y a donc fort à craindre que les mois qui vont suivre se traduisent par une augmentation des pressions diverses et variées exercées sur le personnel (dont la presse s'est faite l'écho) pour arriver, sans PSE, à une réduction de la masse salariale proportionnelle à l'augmentation des dividendes distribuées aux actionnaires